

Comment redonner de la liberté aux agriculteurs ? (1)

Par Laurent Pahpy.

Un article de l'Iref-Europe

Si ça bouge, taxez-le. Si ça continue à bouger, réglemenez-le. Si ça s'arrête de bouger, subventionnez-le.

C'est ainsi que Ronald Reagan, ancien président des États-Unis, décrivait la gestion de l'économie par les administrations publiques. Cette citation un peu caricaturale pourrait malheureusement s'appliquer à l'agriculture française. Ce secteur, qui pèse désormais moins de 2% du PIB, vit une crise structurelle depuis plusieurs années.

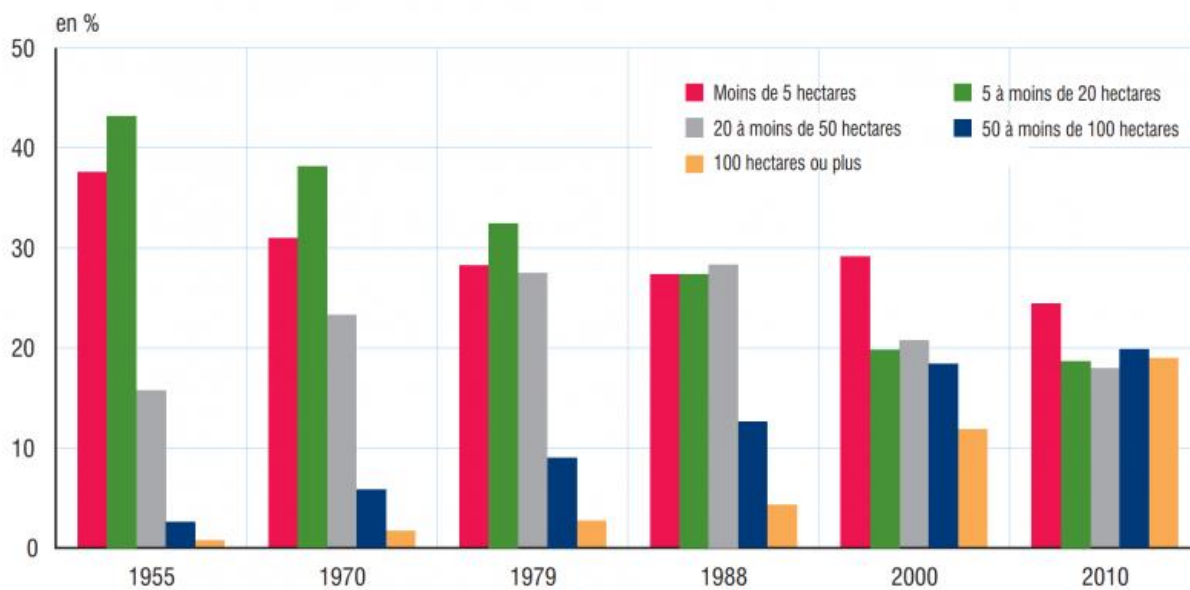
L'agriculture est particulièrement administrée, réglementée, protégée, contrôlée et subventionnée par l'État et de multiples organismes publics et parapublics. Il est communément admis que ce dirigisme est nécessaire pour protéger notre « modèle français ». Pourtant, force est de constater que la perte de compétitivité des producteurs français par rapport aux concurrents étrangers s'aggrave continuellement depuis les années 1990. Cet interventionnisme public ferait-il plus de mal que de bien aux filières agricoles ?

Crise et retard agricoles français

L'agriculture française est en profonde mutation depuis de nombreuses années. Le nombre d'exploitations a fortement baissé : entre 1988 et 2010, il a été divisé par deux, passant de 1 million à 500 000. La définition d'une exploitation et l'évaluation de leur nombre varient sensiblement selon les instituts, mais la baisse est toujours très nette. En 2013, l'INSEE dénombrait 270 000 exploitations de plus de 20 ha.

Les exploitations sont devenues plus grandes et plus productives et cette tendance continue (voir figure 1 et figure 2). Les rendements ont augmenté et l'emploi agricole a fortement baissé, perdant près de 250 000 actifs permanents entre 2000 et 2015, pour atteindre 710 000 actifs environ, hors main-d'œuvre saisonnière ou occasionnelle.

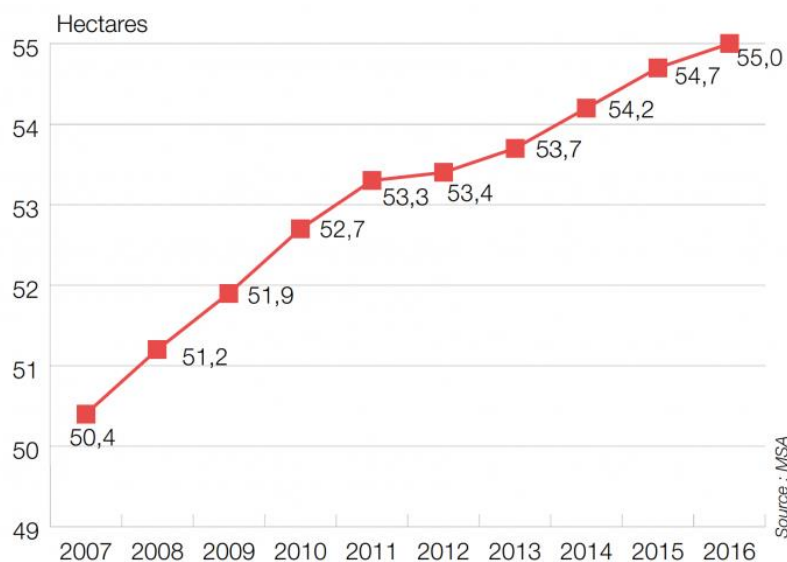
Figure 1 : distribution des exploitations selon leur taille (surface agricole utile)



Champ : France métropolitaine.
 Source : Agreste, recensements agricoles.

Source : Pollet, *De l'exploitation familiale à l'entreprise agricole*
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1374367?sommaire=1374377>, 2014

Figure 2 : superficie moyenne par exploitant de 2007 à 2016



Source : MSA, *Les chiffres utiles de la MSA – Édition nationale 2017*
<http://statistiques.msa.fr/publication/chiffres-utiles-de-msa-edition-nationale-2017>, 22/06/17

Depuis 2000, l'emploi agricole a baissé d'un quart en unités de travail annuel. De 28 milliards d'hectares en l'an 2000 à 27 milliards en 2010, la surface agricole totale utilisée est aussi en légère baisse.

Toutefois, le nombre d'exploitations, leur part dans la valeur ajoutée de l'économie nationale, la quantité de main-d'œuvre ou les surfaces totales cultivées ne sont pas de bons indicateurs pour affirmer que l'agriculture est en perte de compétitivité.

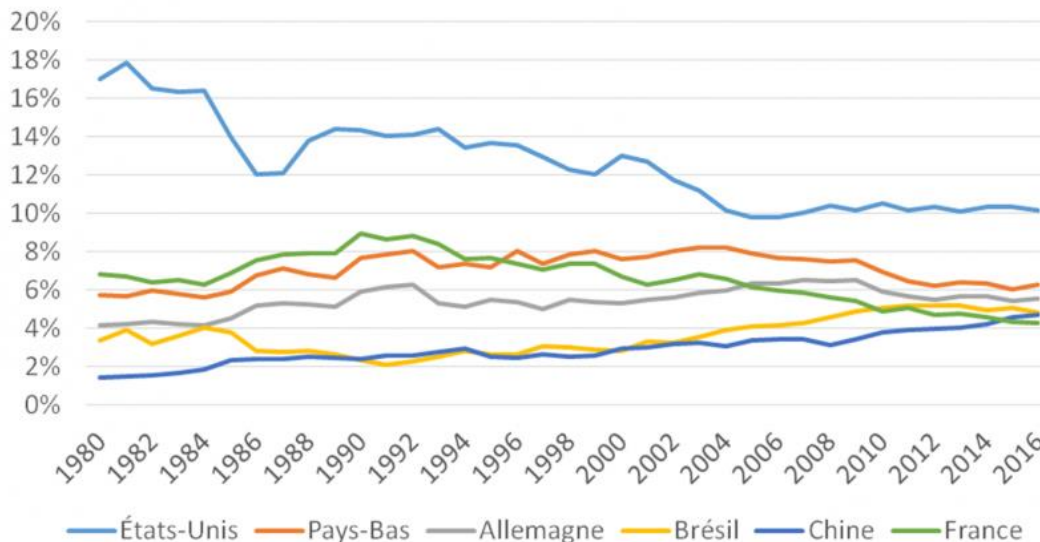
En effet, **ces évolutions s'expliquent en grande partie par des gains de productivité** : économies d'échelle avec [des exploitations plus grandes](#), technologies plus productives et moins intensives en main d'œuvre ou encore augmentations de rendement à l'hectare, pour ne citer que quelques exemples.

La puissance publique a partiellement soutenu ces évolutions grâce à divers mécanismes comme les subventions proportionnelles au foncier ou les indemnités viagères de départ.

Des raisons de s'inquiéter ?

Pour savoir si les agriculteurs français ont raison de s'inquiéter, il faut observer la concurrence et analyser leurs parts de marché à l'international. Même si le secteur agricole est depuis longtemps un poids lourd de la balance commerciale française, sa compétitivité s'effondre. De 8,3% des parts à l'export en 2000, il ne représente plus que 5% du commerce international des produits agroalimentaires. **Troisième exportateur mondial il y a encore 15 ans, la France est passée en sixième position, derrière les Pays-Bas et l'Allemagne** (voir figure 3). Les vins et spiritueux, les céréales et les produits laitiers sont les secteurs qui se portent le moins mal.

Figure 3 : parts de marché des principaux pays exportateurs dans le commerce international de produits agricoles



Source : IREF d'après les données de l'OMC (<http://stat.wto.org>)

D'après la mutualité sociale agricole (MSA), **un tiers des agriculteurs gagnait moins de 350€/mois en 2015** (subventions incluses). Les revenus professionnels annuels moyens ont baissé de plus de 30% en 2 ans, passant de 14 000€ en 2013, à moins de 10 000€/an en 2015.

Nombreux sont les agriculteurs à connaître de graves difficultés financières. À cela s'ajoute leur incapacité à s'adapter à la conjoncture économique dans un contexte de baisse mondiale des prix des matières premières agricoles.

Un autre indicateur fait froid dans le dos : celui du taux de suicide. **Un agriculteur se suicide tous les deux jours en France.** Les agriculteurs de plus de 50 ans ont un risque de décès par suicide multiplié par 3 par rapport à la moyenne nationale.

L'Union européenne (UE), l'État français, les administrations locales et de multiples organismes d'accompagnement publics et parapublics sont pourtant au chevet de ce secteur sinistré. Pourquoi l'agriculture a-t-elle autant de mal à se restructurer ? Subventions, réglementations ou organismes publics et parapublics : ces outils feraient-ils plus de mal que de bien ?